



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité départementale de la Vendée
(Adresse temporaire)
53 rue de Verdun
85000 La Roche sur Yon
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-
durable.gouv.fr
Réf Préf : dossier n°90-0006
Réf DREAL/UD85 : ENV – D.22.0329
n° GUN : 0006300834

La Roche sur Yon, le 12 août 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/07/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIERES MOUSSET SA

Les Lombardières
STE FLORENCE
85140 ESSARTS EN BOCAGE

Code AIOT : 0006300834

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/07/2022 dans l'établissement CARRIERES MOUSSET SA implanté au lieu-dit Les Lombardières (STE FLORENCE) 85140 ESSARTS EN BOCAGE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre de la visite annuelle du plan pluriannuel de l'inspection 2022. L'action annuelle 2022 concernant les déchets d'extraction de l'industrie extractive a été réalisée lors de cette visite.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES MOUSSET SA
- Les Lombardières STE FLORENCE 85140 ESSARTS EN BOCAGE
- Code AIOT : 0006300834
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La carrière est autorisée par l'arrêté n° 04-DRCLE-1-274 du 27 mai 2004 pour 30 ans dont les prescriptions ont été complétées par APC n°21-DRACTAJ-1-599 du 29 octobre 2021. La superficie totale autorisée de la carrière est d'environ 84 ha pour un tonnage maximum autorisé de 2 000 000 tonnes/an. Le gisement est exploité à l'explosif après pompage des eaux d'exhaure. Les installations de traitement présentes sur site ont une puissance totale de 3 030 kW.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- déchets d'extraction ;
- poussières.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	/	Sans objet
2	Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
4	Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
5	Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
7	Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis –§2 - tiret 1/10	/	Sans objet
9	Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis –§2 - Tirets 3 et 5/10	/	Sans objet
12	Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis –§2 - Tiret 7/10	/	Sans objet
16	Suivi des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 20/09/1994, article 19.7 - §3	/	Sans objet
17	Gestion des poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 37 - §1 et 2pp	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
6	Mise à jour du PGD	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis – §3	/	Sans objet
8	Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis –§2 - tiret 2/10	/	Sans objet
10	Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis –§2 - Tiret 6/10	/	Sans objet
11	Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis –§2 - Tiret 6/10	/	Sans objet
13	Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis –§2 - Tiret 8/10	/	Sans objet
15	Plan de gestion des déchets – Stockage de type A	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis –§2 - Tiret 10/10	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Certains déchets d'extraction dont la production n'est pas régulière (curage de certains bassins) n'ont pas été intégrés au plan de gestion des déchets (PGD 2022-2027). Certaines actions mises en place visant à la stabilité des merlons et stockage ne sont pas valorisées dans le PGD.

Concernant les poussières, il est rappelé à l'exploitant que la valeur limite est à comparer à la valeur annuelle glissante (et non civile). L'attention de l'exploitant est attirée sur les poussières en provenance de la partie haute des installations de traitement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'arrêté ministériel du 22/09/1994 « fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. » « On entend par zone de stockage : - [rubrique 2720] ;

- lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins.

Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.

On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).

Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I » de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 encadrant les carrières.

-

Annexe I

« Déchets d'extraction inertes » :

1. Sont considérés comme « déchets d'extraction inertes », au sens de cet arrêté, les déchets répondant, à court terme comme à long terme, à l'ensemble des critères suivants :

- les déchets ne sont susceptibles de subir aucune désintégration ou dissolution significative, ni aucune autre modification significative, de nature à produire des effets néfastes sur l'environnement ou la santé humaine ;

- les déchets présentent une teneur maximale en soufre sous forme de sulfure de 0,1 %, ou les déchets présentent une teneur maximale en soufre sous forme de sulfure de 1 % et le ratio de neutralisation, défini comme le rapport du potentiel de neutralisation au potentiel de génération d'acide et déterminé au moyen d'un essai statique prEN 15875, est supérieur à 3 ;

- les déchets ne présentent aucun risque d'autocombustion et ne sont pas inflammables ;

- la teneur des déchets, y compris celle des particules fines isolées, en substances potentiellement dangereuses pour l'environnement ou la santé humaine, et particulièrement en certains composés de As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, V et Zn, est suffisamment faible pour que le risque soit négligeable pour la santé humaine et pour l'environnement, tant à court terme qu'à long terme. Sont considérées à cet égard comme suffisamment faibles pour que le risque soit négligeable pour la santé humaine et pour l'environnement les teneurs ne dépassant pas les seuils fixés au niveau national pour les sites considérés comme non pollués, ou les niveaux de fond naturels nationaux pertinents ;

- les déchets sont pratiquement exempts de produits, utilisés pour l'extraction ou pour le traitement, qui sont susceptibles de nuire à l'environnement ou à la santé humaine.

2. Des déchets peuvent être considérés comme inertes sans qu'il soit procédé à des essais spécifiques dès lors qu'il peut être démontré à l'autorité compétente, sur la base des informations existantes ou de procédures ou schémas validés, que les critères définis au paragraphe 1 ont été pris en compte de façon satisfaisante et qu'ils sont respectés. »

Constats : L'extraction génère (tonnages estimés et [code déchet]) :

- des terres végétales : 64 000 m³ – mise en place en merlon,

- des matériaux de découverte (argiles et stériles) : 400 000 m³

- les matériaux argileux sont commercialisés et ne sont donc pas à considérer comme des déchets,
- [01 01 02] les stériles sont mis pour leur part en merlon –,

- [01 04 12] des boues issues du lavage (sans usage de floculant) : 3 000 t/an – création d'une zone de séchage (durée <3 ans) via une digue puis mise en merlon.

Les sables issus de la production ne sont pas considérés comme des déchets (commercialisation).

- des boues de décantation du bassin de fond de carrière et des bassins d'exhaure (avant rejet) qui n'ont pas été prises en compte dans le PGD. L'exploitant a indiqué que le curage de ces bassins n'est pas réalisé régulièrement.

Le circuit des eaux de lavage va être modifié rendant obsolètes les informations du PGD sur la description de l'exploitation (localisation notamment).
Lors de la visite il a été constaté, la mise en place du merlon encadrant le Nord et la partie Ouest de la carrière.
Observations : Les boues des bassins de fond de carrière et d'exhaure (comprendre bassins avant rejet), même si elles ne sont pas produites régulièrement, sont des déchets devant figurer dans le PGD. L'actualisation du PGD est attendue.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.
Constats : Lors des échanges en bureau, l'exploitant indique que la mise en place des merlons est réalisée de manière à assurer leur stabilité. Ces travaux lors de l'aménagement ne sont pas repris dans le PGD. Le document précise néanmoins que les merlons sont végétalisés/plantés, que les pentes sont adaptées et qu'un contrôle visuel régulier est également réalisé par le chef de carrière lors de sa ronde.
Observations : Il est attendu que les actions en place soient valorisées au sein du PGD.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
Constats : L'exploitant réalise les cubages de découverte dans le cadre de son contrat commercial avec l'entreprise extérieure venant faire le décapage (ces données sont consultables).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
Constats : Le PGD 2022-2027 ne comporte pas de plan topographique.
Observations : Un plan d'exploitation ou autre plan où figurent notamment les données

topographiques faisant figurer les stockages est à insérer dans le document.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010.</p> <p>« NB : Les dispositions de l'article 11.5 sont applicables depuis le 27 août 2010 aux nouvelles installations ainsi qu'aux installations existantes faisant l'objet d'une modification substantielle au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement (Arrêté du 5 mai 2010, article 15).</p> <p>NB : Les dispositions de l'article 11.5 sont applicables à partir du 1er mai 2012 pour toutes les installations autorisées avant 27 août 2010. (Arrêté du 5 mai 2010, article 16). »</p> <p>Constats : Ce point n'est pas développé dans le PGD 2022-2027 au vu des installations de gestion en place.</p> <p>Sur site il a été constaté les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les déchets inertes sont mis en place au sein du merlon périphérique dont la construction est réalisée de manière à assurer sa stabilité (cf autre constat plus haut demandant de compléter le PGD sur ce point). - La zone présentant antérieurement des instabilités (en zone Nord du site) a fait l'objet de travaux de stabilisation et fait l'objet de contrôles visuels réguliers. - Les boues issues du lavage sont récupérées du bassin de lavage présent sur un front intermédiaire pour être mises au sein de la fosse sur un autre palier intermédiaire présentant une digue. La digue est une digue de faible hauteur (3 à 4 m - en schiste). Elle permet l'écoulement des eaux (en direction du bassin de fond de fosse). Ce séchage des boues issues du lavage dure entre 1 à 2 ans maximum (l'exploitant a indiqué que cette digue disparaîtra sous peu avec la mise en service du nouveau réseau de gestion des eaux de lavage). <p>Ainsi lors de la visite, il n'a pas été constaté de "stockage de déchets d'extraction" (dans les termes de l'arrêté du 19 avril 2010 susmentionné) dont l'intégrité conditionne la sécurité des zones situées à leur proximité (pas de stockage de type A).</p> <p>Observations : Le PGD doit être plus développé sur ce point au vu des installations.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Mise à jour du PGD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis – §3
Thème(s) : Risques chroniques, Mise à jour du PGD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>

Constats : Le PGD présenté par l'exploitant couvre la période 2022-2027 et remplace le plan précédant transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis –§2 - tiret 1/10
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation.
Constats : Le PGD indique les codes déchets pour les déchets identifiés dont certains déchets sont absents (cf constat précédent sur l'absence de certains déchets qui devront également être caractérisés). Le PGD indique que le gisement ne contient ni gypse, ni anhydrite et que les déchets d'extraction sont à considérer comme inertes (cf codes susmentionnés).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis –§2 - tiret 2/10
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles.
Constats : Le merlon périphérique est représenté sur le plan joint dans le PGD. Le stockage temporaire (digue pour le séchage des boues issues du lavage des matériaux) figure dans le document.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis –§2 - Tirets 3 et 5/10
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
Constats : L'exploitant a identifié dans son document les sources de production de déchets (terre végétales, stériles de découvertes et lavage des matériaux). Ces déchets ont été identifiés sur site lors de la visite. Les boues issues des bassins de traitement des eaux avant rejet et du curage du bassin de fond de carrière ne sont pas identifiées dans le document.
Observations : Le document doit être complété avec les informations relatives aux autres déchets

identifiés lors de la visite.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis –§2 - Tired 6/10
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement.
Constats : Le site n'est pas source de rejet acide. Aucun floculant n'est utilisé pour les process de décantation. Le PGD conclut que ces déchets n'ont donc pas d'incidence sur les eaux et les sols avec lesquels ils sont en contact. Le merlon est végétalisé et surveillé, sa conception est adaptée pour assurer une bonne stabilité (cf autre constat demandant à valoriser les travaux préparatoires menées sur ce type d'ouvrages).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Plan de gestion des déchets – remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis –§2 - Tired 6/10
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets.
Constats : Le plan de remise en état est transmis dans le PGD.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Plan de gestion des déchets – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis –§2 - Tired 7/10
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient les procédures de contrôle et de surveillance proposées.
Constats : L'exploitant procède à un suivi (poussières, rejet, stabilité,...) mais ce suivi n'est pas présenté dans le PGD.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis –§2 - Tired 8/10
Thème(s) : Risques chroniques, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol
Constats : Le PGD conclut que les déchets ne sont pas de nature à détériorer la qualité des eaux et des sols.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Plan de gestion des déchets – Stockage de type A

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis –§2 - Tirt 10/10
Thème(s) : Risques chroniques, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction
Constats : Le site n'est pas classé au titre de la rubrique 2720 de la nomenclature des ICPE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Suivi des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/1994, article 19.7 - §3
Thème(s) : Risques chroniques, Comparaison à la valeur limite
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'objectif à atteindre est de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.
Constats : La comparaison à la valeur « objectif » des 500 mg/m ² /jour est réalisée en année civile et non en moyenne annuelle glissante comme prescrit par l'arrêté ministériel.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Gestion des poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 37 - §1 et 2pp
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des poussières sur l'installation de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité. À ce titre, l'exploitant décrit les différentes sources d'émission de poussières, aussi bien diffuses que canalisées, et définit toutes les dispositions utiles mises en œuvre pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières. Des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, des bâtiments alentour, des rideaux d'arbres, etc.) que de l'exploitation de l'installation, sont mises en œuvre de manière à limiter l'émission de poussières.
Constats : En fin de visite, il a été constaté des envols de poussières au droit de la toiture des

installations.

Même si le suivi réalisé montre des valeurs sur chaque campagne de mesure de retombées de poussières bien inférieures à la valeur "objectif" de 500 mg/m²/j, des envols sont visibles spécifiquement au droit des installations.

Observations : Il est attendu que l'exploitant procède à un contrôle du bardage de ses installations et que le cas échéant, en cas de bardage défectueux des mesures correctives soient prises. L'exploitant en informera l'inspection.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet